



ANDEV : Synthèse du congrès 2006

L'École et l'éducation au cœur des politiques urbaines et sociales

Le congrès annuel de l'Andev s'est tenu à Nevers les 6,7,8 décembre et a réuni près de 200 directeurs d'éducation des villes et des départements. Sont intervenus aux différentes tables rondes, des Maires (Perpignan, Nanterre, Rennes), des adjoints à l'éducation (Tours, Nevers) des universitaires (P. Merrieu, Mr Giban), des urbanistes, des responsables de politiques de la ville, des représentant de l'Education Nationale.

Les interventions ainsi que les résultats de l'enquête conduite préalablement par l'Andev, ont largement mis en avant l'impact des contextes locaux, de l'environnement, du territoire, sur l'éducation. La fracture territoriale n'apparaît pas comme une « simple projection des inégalités sociales » (E Hervé), elle est plus complexe et dépend de multiples facteurs. Les enfants sont bien des enfants de quelque part pour lesquels il faut justement reconstruire du lien territorial pour leur permettre de trouver un équilibre entre « les pieds et la tête » (Ph Merrieu).

L'articulation entre l'urbain et l'éducation, a été particulièrement soulignée à partir des réflexions conduites à Perpignan. L'amélioration de l'accès à une école est en effet un des enjeux d'un quartier en rénovation dans le cadre de l'ANRU. La cohérence entre projet urbain et projet éducatif local a aussi parfaitement été illustrée avec l'exemple de Rueil Malmaison où les deux dimensions sont réfléchies en commun.. L'absence de « gouvernance locale », l'émiettement des compétences entre l'Etat, département, région, commune dans le domaine éducatif est considéré comme un obstacle pour un pilotage cohérent du système éducatif en lien avec les véritables enjeux locaux (Mr Alduy). Pour Mr Jarry, les difficultés seraient plutôt liées à l'absence de solidarité sociale entre les territoires. L'exemple de Nanterre qui a refusé le projet d'extension de la Défense afin de le transformer en un vrai projet de ville répondant aux besoins locaux est de ce point de vue éclairant.

La mixité sociale paraît un objectif à atteindre pour l'ensemble des intervenants. Par contre, les modalités pour y parvenir restent objets de débats. La sectorisation scolaire pour la majorité des participants, paraît ne peser sur la mixité qu'à la marge. Cependant, l'exemple de Tours, ville qui n'a pas mis en place de périmètres scolaires, montre que dans les quartiers les plus populaires, l'absence de sectorisation a très peu d'impact sur la mobilité des élèves, puisque 91% d'entre eux sont scolarisés dans les écoles de leur quartier, alors que la proportion est moindre dans les quartiers plus favorisés.

L'absence de sectorisation permet donc au final la mobilité des familles qui ont déjà le plus de facilité à sortir de leur quartier. Mr Giban qui conduit des études sur des villes américaines a présenté un système éducatif très différencié à l'intérieur duquel co-existe différentes typologies d'écoles. La volonté de favoriser la liberté de choix des écoles par les parents est un objectif dans les villes étudiées. Il vise la meilleure réussite scolaire des élèves. Dans le département du Val de Marne, la mise en place d'une charte concernant la sectorisation permet la lisibilité des objectifs poursuivis. Dans les collèges où la mixité de fait existe, le département veille à ce que des mesures de cartes scolaires ne perturbent pas cet équilibre.

Les outils d'observations locaux partagés sont peu nombreux. Pourtant, les indicateurs lorsqu'ils existent sont un véritable outils de dialogue voire de négociation entre partenaires. L'observatoire couvrant l'agglomération grenobloise et portant sur l'exclusion éducative, permet ainsi au-delà de la mise en place d'indicateurs, la conduite d'une réflexion territoriale approfondie entre l'agglomération, les communes, la CAF, l'Education Nationale, jeunesse et sports, les associations....sur les enjeux éducatifs locaux. Au niveau international, l'association REGENERA effectue des observations comparatives entre villes connaissant les mêmes problématiques. Elles montrent que des difficultés similaires sont traitées très différemment parfois pourtant en visant les mêmes objectifs. Ainsi pour une école à Budapest à forte concentration d'enfant d'origine Rom, les choix se sont portés sur un important renforcement des moyens, alors que la même problématique a été traitée en Italie (commune de Pescara,) en dispersant les élèves sur les écoles alentours et en transformant l'école en ludothèque ouverte au quartier.

Ce congrès très riche a ouvert de nombreuses questions : au bout du compte, la ville dans sa géographie n'est-elle pas plus déterminante pour l'enfant que les politiques éducatives et scolaires qui in fine auraient peu d'impact sur les jeunes ? Comment retrouver l'unité de l'action éducative dans un monde où la modernité conduit à la spécialisation et la segmentation ? Comment, les politiques éducatives locales qui restent « une hérésie insupportable » depuis Jules Ferry (P.Merrieu), peuvent elles réellement peser ?

Il a aussi permis de valoriser le nécessaire rapprochement entre les directeurs de l'éducation des villes et des départements. Ce rapprochement reste un enjeu pour permettre à l'école et l'éducation d'être véritablement au cœur des politiques urbaines et sociales.